

sentants directs à l'élaboration des lois et des mesures du gouvernement révolutionnaire». Si le groupe dirigeant œuvre résolument dans cette direction, sans remettre les échéances et en valorisant beaucoup plus que par le passé l'expérience historique désormais longue du mouvement ouvrier sur l'échelle mondiale, il contribuera à bloquer des tendances dangereuses et à créer les prémisses d'une construction exemplaire du socialisme.

Il va de soi qu'une évolution positive sera conditionnée en même temps par l'adoption d'une orientation correspondant aux nécessités du mouvement révolutionnaire latino-américain à cette étape. L'attitude des dirigeants cubains à ce sujet semble confirmer qu'ils s'imposent une conduite prudente qui prolonge la pause de réflexion. De toute façon il paraît d'une part que certaines conceptions « débrayistes » ont été abandonnées ou mises de côté, d'autre part qu'il y a un effort très clair pour exploiter la situation créée à la suite du tournant au Pérou, de la victoire d'Allende au Chili, de l'avènement du pouvoir de Torres en Bolivie.

Aucun révolutionnaire ne saurait critiquer le gouvernement cubain pour ses tentatives d'exploiter les différenciations et les crises dans le front de l'adversaire et de briser le blocus économique, militaire et diplomatique. Ce qui serait très négatif, c'est tout penchant à des théorisations allant dans le sens de concessions opportunistes et, pis encore, toute subordination des exigences d'une stratégie révolutionnaire à long terme à des nécessités conjoncturelles de la politique de l'Etat cubain. Dans le cas du Pérou par exemple, il est normal que les cubains exploitent les marges que leur offre l'orientation du régime militaire actuel, mais il est inacceptable que l'armée péruvienne soit

caractérisée de « révolutionnaire » et qu'en fait soit oublié tout ce qu'avaient expliqué les textes de l'O.L.A.S. et Che Guevara sur la nature de la révolution en Amérique latine et sur l'impossibilité de miser sur des alliances avec la bourgeoisie dite nationale.

En ce qui concerne plus directement la lutte des révolutionnaires latino-américains, la presse cubaine, après une période de réticence partielle, réserve de nouveau beaucoup de place à l'activité des organisations qui mènent la lutte armée, en premier lieu en Uruguay, en Argentine et au Brésil, et le discours de Fidel Castro du 26 juillet de l'an passé est allé dans le même sens. Mais c'est une redéfinition de la position cubaine à propos des orientations et des méthodes de lutte que les révolutionnaires latino-américains attendent. Une attitude d'attente — qui, en fin de compte, si elle devait durer encore longtemps, signifierait le choix de l'empirisme et du spontanéisme — ne peut aucunement être la solution d'une direction dont les responsabilités sont directement proportionnelles à son prestige et qui est elle-même vitalemment intéressée à des victoires révolutionnaires en Amérique latine à des échéances proches.

Nous sommes convaincus que la révolution cubaine n'a pas encore exprimé toutes ses potentialités. C'est pourquoi nous avons attiré l'attention sur les tâches qu'à notre avis doivent accomplir les dirigeants cubains. C'est pourquoi aujourd'hui plus que par le passé, en fixant leurs perspectives et leurs orientations, les marxistes révolutionnaires latino-américains seront inspirés par la conscience que leur devoir est de défendre par leur action anti-impérialiste l'Etat ouvrier cubain, qui ne cesse de représenter le défi le plus audacieux et le plus narquois à l'impérialisme le plus puissant de l'histoire du capitalisme.

## Post-scriptum : cinq mois après

Dans les cinq mois qui se sont écoulés après la rédaction de Cuba : *un bilan nécessaire*, des polémiques virulentes ont été déclenchées sur la situation à Cuba, surtout en relation avec l'affaire Padilla. Des militants s'interrogeront pour savoir s'il n'est pas nécessaire d'apporter des changements au bilan esquissé. Aussi nous paraît-il utile d'ajouter ce qui suit.

Tout d'abord en ce qui concerne les tendances économiques, les difficultés qui subsistent — même pour la réalisation des objectifs réduits de la campagne du sucre — ne sauraient étonner. Les tensions et les contradictions énoncées lors de l'échec de 1970 avaient des racines si profondes que personne ne pouvait sérieusement escompter de spectaculaires changements à court terme.

Certains ont critiqué les dirigeants cubains pour avoir mis l'accent sur l'augmentation de la productivité et adopté la *ley contra la vagancia* pour frapper l'absentéisme. Ces objections proviennent le plus souvent de gens qui oscillent entre l'ultra-gauchisme le plus irresponsable et l'utopisme pré-marxiste. Il est difficile de concevoir

comment Cuba pourrait développer son économie et surmonter les conditions arriérées héritées de la période capitaliste sans élever substantiellement son potentiel de production et sans accroître la productivité du travail. D'après les comptes rendus officiels, ce but est poursuivi, à cette étape, avant tout par l'élimination des gaspillages de ressources et par une utilisation plus rationnelle de la main-d'œuvre. La *ley contra la vagancia* aussi a opéré dans ce sens, avant même d'entrer en application : selon des chiffres donnés par Castro le 1<sup>er</sup> mai, plus de 100 000 personnes ont été nouvellement intégrées dans la production. Cela confirme que le problème était réel. Pour notre part, nous estimons que les explications données par les Cubains sur les causes du phénomène sont en gros correctes. Le recours à des mesures administratives même modérées, implique toujours des dangers (par exemple des abus pourraient découler de l'application de l'article 12, qui prévoit pour tout citoyen le droit de dénoncer les oisifs). Mais cette considération générale ne peut aucunement faire ignorer la réalité du problème de la discipline du travail,